



DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT

BILAN 2002 – 2005



I – L'ACTIVITE DES DLA

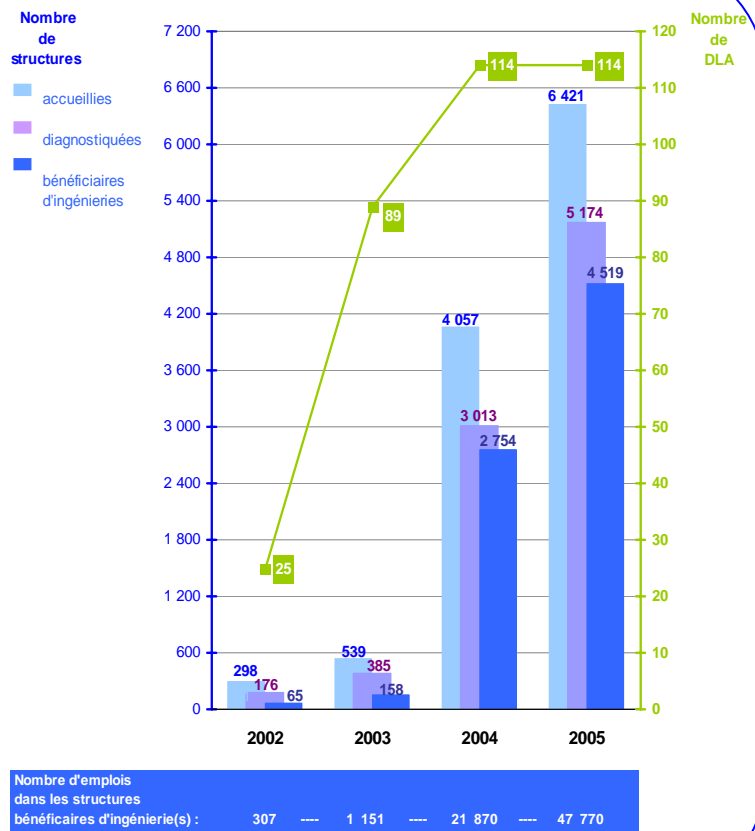
➔ Introduction

L'activité des DLA s'exprime en nombre de structures accueillies, diagnostiquées et bénéficiaires d'ingénierie.

La **création de 80% des DLA entre fin 2003 et fin 2004** et la durée nécessaire à leur démarrage (6 mois en moyenne) expliquent leur faible activité sur les années antérieures.

Depuis 2002, le réseau des DLA – **114 DLA** assurent aujourd'hui la **couverture nationale** du territoire – a apporté un **appui à environ 9 000 structures** dont 7 500 (85%) ont bénéficié d'au moins une ingénierie individuelle ou collective (soit **6 400 commandes d'ingénierie** financées via les fonds d'ingénierie).

Ces structures emploient plus de **71 000 salariés**.



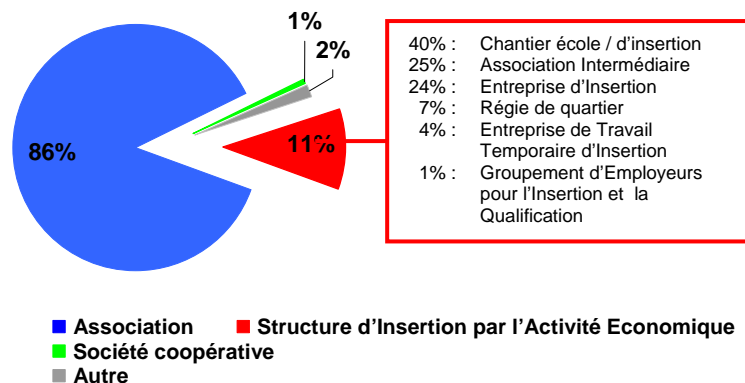
➔ Caractéristiques du public bénéficiaire des DLA

Les types de structures

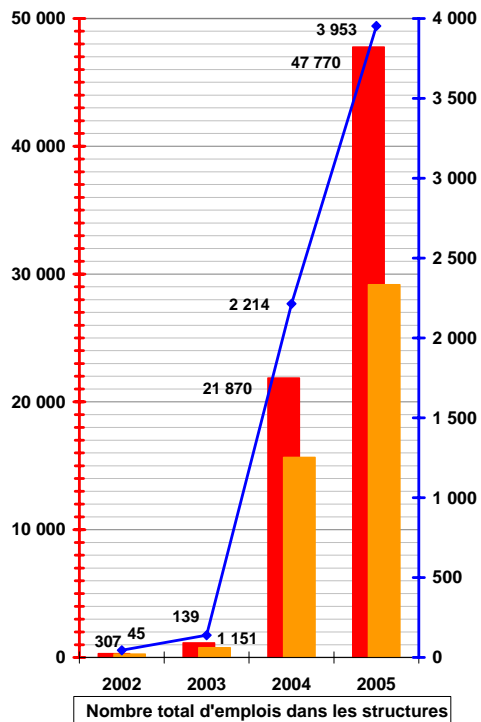
Les structures bénéficiaires sont **majoritairement (86%) associatives**

Entre 2004 et 2005, on note le **doublage du nombre de structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) bénéficiaires** (13% en 2005).

Cette évolution semble consécutive au renforcement de l'implication des collectivités locales et à la mise en œuvre du Plan de Cohésion Sociale.



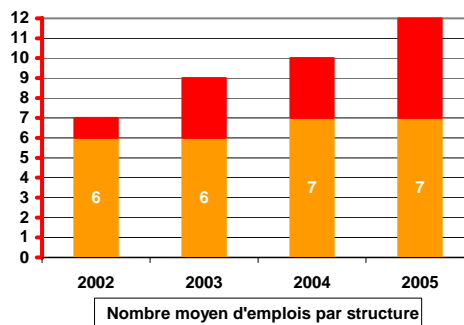
L'emploi dans les structures



Le suivi de l'emploi des structures bénéficiaires d'ingénierie(s) est obligatoire pour les DLA depuis le 1^{er} janvier 2005. Les données emplois représentent des minima.

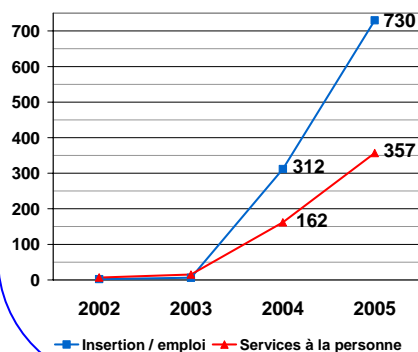
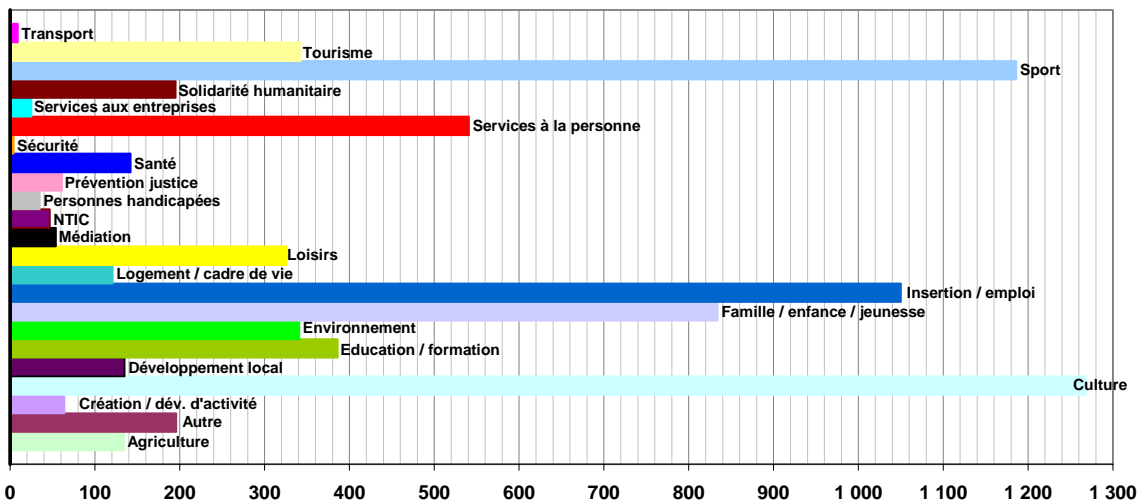
➤ L'activité des DLA, à fin 2005, a concerné **plus de 71 000 emplois** dont **65% d'emplois aidés** (emploi jeune, contrat d'insertion, d'avenir...).

Le **nombre moyen d'emplois par structure** augmente régulièrement ; en 2005, une structure bénéficiaire d'ingénierie(s) emploie en moyenne **12 salariés dont 5 sous contrat de droit commun** (CDI ou CDD).



■ Emploi total
■ Dont emploi aidé
■ Structure employeur

Les secteurs d'activité des structures bénéficiaires



65 % des structures bénéficiaires d'ingénierie(s) depuis 2002, appartiennent à **5 secteurs d'activité** : services à la personne (7%), Famille/Enfance/Jeunesse (11%), Insertion / Emploi (14%), Sport (16%), Culture (17%).



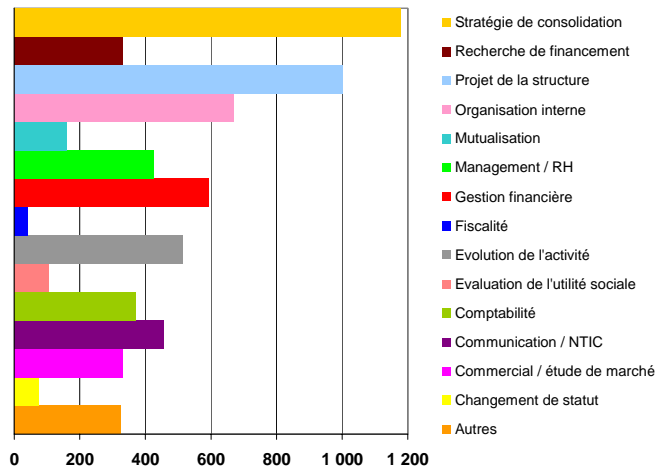
Entre 2004 et 2005, **2 secteurs** connaissent une **très forte progression** : Insertion/Emploi (+ 240%) et services à la personne (+ 220%).

➤ Actions d'ingénieries financées par les DLA

Thématiques des ingénieries

65% des ingénieries financées répondent à 5 thématiques : stratégie de consolidation (18%), refonte du projet de la structure (15%), organisation interne (10%), gestion financière (9%), évolution de l'activité (8%).

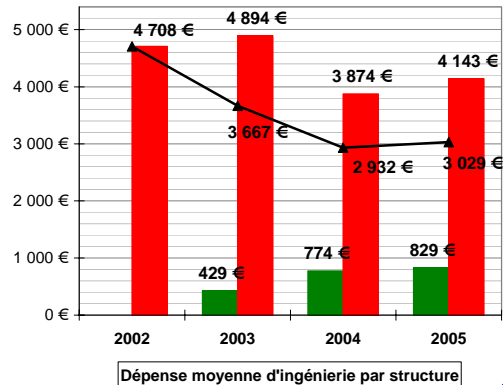
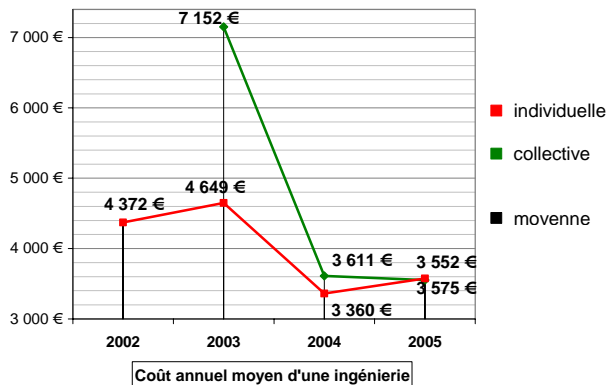
Les thématiques financières et économiques (recherche de financements, comptabilité, gestion financière, fiscalité) représentent **15 % des ingénieries financées en 2005.**



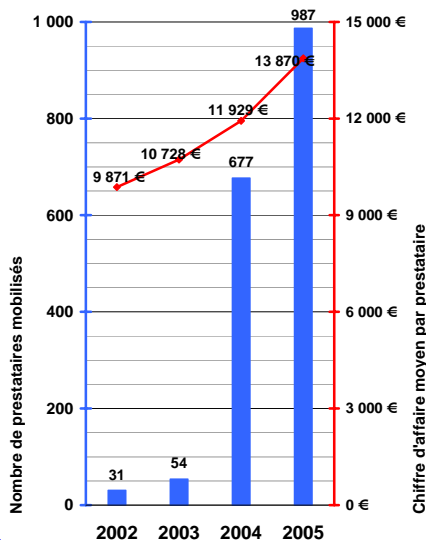
Les dépenses d'ingénieries

Le DLA décide de la nature et du nombre annuel d'ingénierie(s) pour chaque structure. En **2005**, 36% des structures ont bénéficié d'une ingénierie collective, 37% d'une ingénierie individuelle, 14% d'une ingénierie individuelle et d'une collective, 13% de 2 ingénieries individuelles soit une **dépense moyenne d'ingénierie(s) par structure de 3 000€**

Le **coût moyen d'une ingénierie** individuelle ou collective se stabilise depuis 2004 autour de **3 500€**



Les prestataires d'ingénierie des DLA

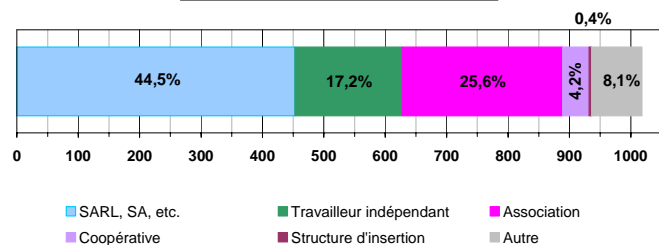


Les DLA ont fait appel à près de **1 000 prestataires** sur les 1695 repérés dans la base nationale de données qualifiées gérée par l'AVISE (Agence de valorisation des initiatives socio-économiques).

← Leur **chiffre d'affaire annuel moyen** est d'environ **14 000€** soit 18 jours d'intervention.

↓ **30% sont issus de l'économie sociale.**

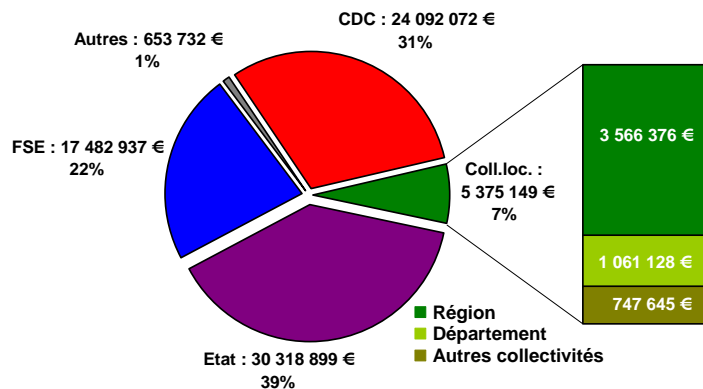
Statut juridique des prestataires en 2005



II – LE FINANCEMENT DES DLA ET C2RA

➔ Partenariat financier global (DLA et C2RA) cumulé (2002 – 2005)

Les **financeurs** du dispositif sont multiples : **Caisse des Dépôts**, **services déconcentrés de l'Etat** (emploi, sports, culture, etc.), **Europe** (Fonds social européen), **collectivités locales** (Région, Département, Intercommunalité, Commune), **banques** (Caisse d'épargne, Crédit agricole), **organismes sociaux** (CAF, etc.), **associations**.



Zoom sur les DLA et C2RA cofinancés par les collectivités locales

DLA cofinancés par les collectivités locales

Fin 2005, **53 DLA** (soit 46%) sont **cofinancés** par au moins une collectivité locale. →

L'engagement de démarches régionales d'aide à l'emploi des jeunes (type « Emploi Tremplin ») a renforcé l'implication des conseils régionaux en 2005 : **9 Régions financent 34 DLA**.

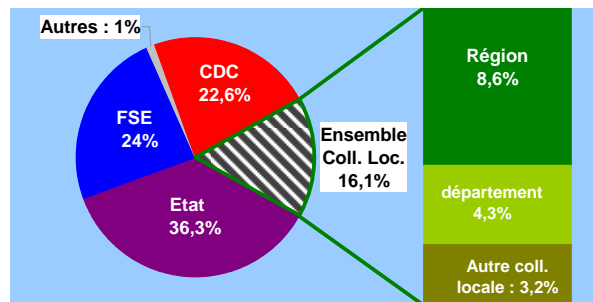
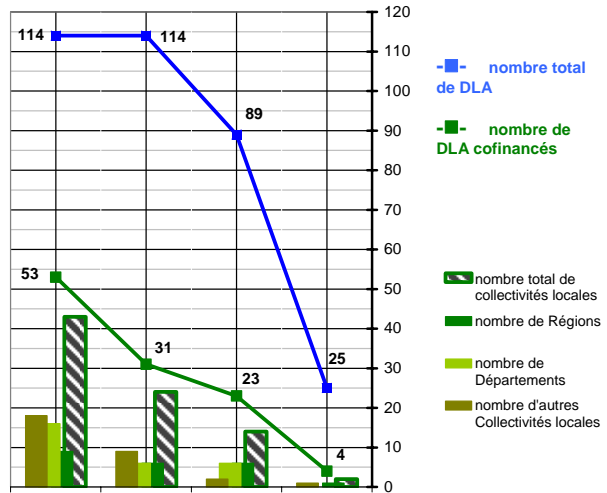
En 2005, **17 DLA** sont cofinancés par **16 Départements** dont l'intérêt pour le dispositif s'est fortement accru suite aux transferts de compétences concernant notamment l'insertion et les services à la personne.

La **participation financière 2005 des collectivités locales** dans ces 53 DLA dépasse **16%** soit **2,5 M€** dont plus de la **moitié est apportée par les Régions**.

Le montant des crédits engagés par les **Conseils Généraux** a été multiplié par 5 depuis 2003 et atteint **0.7 M€** fin 2005.

Les **autres collectivités locales** (18 communes ou intercommunalités) contribuent à hauteur de **0.5 M€** (soit 6 fois plus qu'en 2003). →

9	6	6	1	Région
16	6	6	0	Département
18	9	2	1	Intercommunalité / commune
43	24	14	2	Nombre total Collectivités locales financeurs
2005	2004	2003	2002	



C2RA cofinancés par les collectivités locales

Compte tenu de leur rôle d'animateur et de pôle ressource régional, la Région est le seul type de collectivité locale à financer les C2RA.

En 2005, **plus de la moitié des C2RA** (13 sur 21) bénéficient de crédits apportés par **13 régions** pour un **soutien moyen de 38 000€** soit plus de 23% de leur plan de financement. Entre 2004 et 2005, le **nombre de Régions financeurs a quadruplé** et le **montant de leurs apports multiplié par dix**.

